Les limites du modèle de croissance brésilien

The Limits of the Brazilian Growth Model

Edison Rodrigues Barreto Junior

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6069>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.6069

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Edison Rodrigues Barreto Junior, « Les limites du modèle de croissance brésilien », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 24 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6069> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6069>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Les limites du modèle de croissance brésilien

Edison Rodrigues Barreto Junior

Professeur agrégé,
Núcleo de Relações Internacionais,
Un. Federal de Sergipe.

*Les limites du modèle doivent être
recherchées dans la faible productivité
de la main d'œuvre et la
financiarisation de l'économie, et non
dans une consommation excessive*

Les structures sociales du Brésil ont considérablement changé après l'arrivée au pouvoir en 2003 du président Lula et la poursuite de ses politiques sociales par son successeur Dilma Rousseff. La stratégie adoptée par les gouvernements du Parti des travailleurs (PT) est une réussite du point de vue de la réduction de la pauvreté et des inégalités; et on estime à 40 millions le nombre de personnes qui ont accédé à la couche moyenne dans les dix dernières années. Mais le modèle ne fait pas consensus chez les analystes. La principale critique porte sur les changements nécessaires dans les conditions de production et dans la compétitivité de l'économie, de la logistique des réseaux de distribution à la qualité de la main d'œuvre. On parle d'une perte de dynamisme économique et de difficultés à augmenter la productivité moyenne. Il suffit de regarder les chiffres pour voir que la croissance économique demeure faible – en dessous de 3 % – en comparaison de celle d'autres pays émergents. Malgré une série de mesures incitatives, le gouvernement de Dilma Rousseff n'arrive pas à couper le nœud gordien qui empêche l'économie brésilienne de prendre son envol et de croître à la hauteur de son potentiel et de ses besoins. Ce sont les limites actuelles du modèle économique de croissance avec répartition que nous voudrions brièvement analyser.

L'héritage du modèle libéral

C'est dans les années 1990 que l'économie brésilienne débute une transformation en profondeur après une longue période de quasi-stagnation économique, d'instabilité macroéconomique et de détérioration des indicateurs sociaux. Le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso avait alors fait de la stabilité des prix sa priorité. Celle-ci était alors considérée comme la condition *sine qua non* d'un retour à une croissance soutenue et durable. Les autorités brésiliennes ont, entre autres, accéléré la réduction de la protection commerciale déjà amor-

cée sous la présidence de Collor de Mello, procédé à la libéralisation financière, élevé le fardeau fiscal et coupé les dépenses publiques, privatisé les entreprises publiques, cherché agressivement à attirer des capitaux étrangers et poussé la monnaie nationale à la hausse sur les marchés des changes. La réduction de la protection commerciale et l'appréciation du real devaient augmenter l'offre interne et ouvrir l'économie à la concurrence pour lutter plus efficacement contre l'inflation. Les entrées de capitaux étrangers devaient, pour leur part, compléter l'épargne nationale et combler le déficit du compte courant.

Cette stratégie fut couronnée de succès, en ce sens qu'elle permit de casser la spirale inflationniste et de réintroduire la stabilité des prix dans la « mémoire économique » collective. Par contre, elle eut, entre autres conséquences négatives, pour effet de faire reculer dramatiquement la part de l'industrie nationale dans le PIB. De son côté, la hausse des taux d'intérêt – pour affronter les chocs extérieurs et maintenir la consommation et l'inflation sous contrôle – eut pour effet d'aggraver les déséquilibres économiques en déprimant davantage l'activité manufacturière et en stimulant la financiarisation de l'économie. La structure industrielle du pays est également devenue plus spécialisée, en contraste avec la forte diversification issue du modèle de substitution aux importations. Enfin, le recul de l'inflation n'a guère réduit les disparités sociales et les inégalités dans la répartition des richesses. La rigidité du modèle macroéconomique (centré sur l'ancrage du taux de change) laissait très peu de marge de manœuvre aux *policy makers*, obligés qu'ils étaient très souvent d'augmenter fortement les taux d'intérêt pour faire face aux changements erratiques sur les marchés financiers mondiaux.

Au tournant du millénaire, le Brésil voit ses réserves internationales en devises fondre rapidement, avec le résultat que les autorités n'auront alors d'autre

choix que d'abandonner le régime des changes avec bandes. Le flottement de la monnaie libéra la politique monétaire de la contrainte extérieure, mais les taux d'intérêt vont demeurer à des niveaux très élevés et la monnaie nationale va malgré tout continuer à s'apprécier. En outre, le taux d'investissement ne progressera pas suffisamment pour permettre une croissance plus soutenue et le PIB par tête ne continuera à s'accroître que très lentement.

Le PT et la macroéconomie de la croissance avec répartition

L'arrivée au pouvoir du PT au début du millénaire n'a pas entraîné une rupture avec le modèle macroéconomique en place ; c'est sa composante « distributive » qui va être approfondie. Sous la présidence de Lula, les autorités vont en effet mettre en place un modèle qui cherchait à allier la stabilité macroéconomique à des politiques publiques et budgétaires plus actives. Les politiques de transferts monétaires conditionnels initiées sous la présidence de Cardoso, furent ainsi améliorées et élargies. L'augmentation du salaire minimum au-delà de l'inflation et en rapport avec la croissance réelle du PIB, favorisera les populations les plus pauvres. Une nouvelle couche moyenne voit également le jour, renforçant ainsi l'importance de la consommation des ménages dans la demande intérieure.

Ainsi, la stabilité macroéconomique se concrétise au cours des années 2000, mais grâce, entre autres, aux mesures de soutien des revenus, on assiste également à une reprise de la croissance économique. L'ouverture économique – notamment financière – est par contre maintenue. Sur le front externe, le Brésil profite des entrées importantes de flux d'investissements directs étrangers et de la hausse des prix des matières premières et des intrants industriels. De leur côté, les institutions financières fédérales comme la Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES) et la Caixa Econômica Federal (CEF) vont prendre des parts importantes dans le financement de projets d'infrastructures (construction de centrales hydroélectriques et d'infrastructures routières, l'habitat et le développement urbains). Enfin, les investissements dans les universités et les écoles techniques fédérales sont en forte hausse ainsi que les ressources pour une multitude de programmes sociaux.

Cette approche ortho-hétérodoxe était alors jugée compatible avec les objectifs d'une croissance avec stabilité et répartition, sans pour autant compromettre l'austérité macroéconomique. En intégrant les « exclus » au marché de consommation de masse, en augmentant le revenu des pauvres et

la consommation des ménages, en investissant dans les infrastructures et en offrant aux entreprises des incitatifs, il était ainsi possible d'atteindre trois objectifs à la fois : 1) la réduction des inégalités, 2) l'expansion du PIB, et 3) l'élargissement de la base sociale d'appui politique au gouvernement.

Sur le plan social, les résultats de ce modèle sont incontestables si l'on en juge l'impressionnante réduction de la pauvreté et des inégalités, l'élargissement du marché intérieur et l'expansion du PIB par tête qui l'ont accompagné. C'est au niveau de la capacité productive de l'économie que le bât blesse : l'ensemble des politiques adoptées n'ont pas été capables de changer structurellement l'économie – du moins pas à la vitesse requise. De là le grand débat qui en a suivi sur les capacités réelles du gouvernement du PT de gérer ce modèle sur le long terme, surtout depuis que l'économie affiche des taux de croissance plus modestes.

Un modèle étouffé par une consommation exacerbée ?

Passée la phase d'euphorie sur la croissance brésilienne, les analystes ont, depuis la Grande récession, multiplié les critiques à l'égard de ce modèle de croissance favorisé par le gouvernement de Dilma Rousseff. Selon un argument largement repris, ce modèle serait trop centré sur la consommation des ménages et la croissance léthargique du PIB ne ferait que refléter la faiblesse d'une telle stratégie. Néanmoins, une analyse plus attentive permet de remettre en question cette hypothèse ; d'autres éléments explicatifs s'avèrent nécessaires.

Le rôle joué par la consommation dans la croissance du PIB n'est pas un phénomène récent au Brésil, et celle-ci n'a pas progressé de façon exagérée dans les dernières années comme certains le laissent croire. L'expansion de la consommation et l'élargissement des couches moyennes étaient des caractéristiques déjà présentes, dès les années 1960, dans le modèle de développement brésilien, jusqu'à ce que survienne la crise des années 1980. Il n'y aurait donc pas un biais pro-consommation particulier dans le modèle de croissance actuel. Loin d'être une contrainte, la demande des ménages a, au contraire, permis d'« amortir » les effets négatifs de l'inflexion de la demande mondiale et de la réduction de la formation brute de capital fixe après la crise. Par ailleurs, la contribution de la consommation des ménages au PIB est assez comparable aux autres économies industrielles et très semblable à celle des pays industriels développés et de certains émergents de taille continentale comme l'Inde. Le poids de la consommation des ménages dans le PIB est d'ailleurs plus important aux États-Unis, au Mex-

ique et au Royaume-Uni. Finalement, il faut considérer que la consommation des ménages a eu tendance à perdre de l'importance par rapport à d'autres composantes de la demande intérieure, notamment les investissements et la consommation des administrations publiques. Ces observations nous amènent à chercher d'autres explications à la perte de dynamisme et au ralentissement de la croissance affichés récemment par l'économie brésilienne.

Une croissance limitée par la productivité

L'ensemble des mécanismes d'incitation introduits par le gouvernement du PT a, certes, accéléré et maintenu la demande agrégée, agissant comme un important instrument anticyclique, surtout après que l'économie mondiale fût entrée en récession à partir de 2008. L'entrée massive de capitaux (notamment sous la forme d'investissements directs, mais aussi financiers) a contribué pour beaucoup à maintenir la monnaie brésilienne surévaluée et à diminuer les pressions inflationnistes. Par contre, bien que la combinaison de ces facteurs ait permis de soutenir la croissance, de réduire fortement les inégalités et de maintenir la stabilité relative des prix, les bases de la croissance sont, quant à elles, demeurées inchangées. Depuis 2011, la croissance du PIB a fortement ralenti, mais sans entraîner une augmentation du chômage. Au contraire, le pays se trouve dans une situation proche du plein-emploi. C'est cette limitation physique, notamment le plein-emploi de la main d'œuvre, qui pourrait bien être à l'origine de la modeste expansion du PIB. Cela explique pourquoi, aujourd'hui, la plupart des analyses se penchent sur les conditions de l'offre plutôt que sur la critique de la demande.

Certes, l'augmentation des importations de biens de capital comble – dans une certaine mesure – l'insuffisance de l'offre locale des biens de capital et des intrants industriels. Le remplacement d'équipements moins performants par d'autres plus hauts de gamme contribue à l'accroissement de la productivité du capital. Le même dispositif n'est pas facilement transposable aux conditions de l'offre de main d'œuvre bien que des travailleurs qualifiés étrangers puissent avoir des effets semblables. Si l'on ne peut plus compter sur l'augmentation de la force de travail, il ne reste d'autre avenue que l'accroissement de sa productivité. Cela demande toutefois de changer la structure productive en faveur des secteurs moins intensifs en main d'œuvre ou capables de réduire rapidement le coefficient de main d'œuvre. Dans les deux cas, il faut cependant augmenter le taux d'investissement, bien que dans le second cas, il faille aussi améliorer la capacité d'adaptation de la main d'œuvre aux nouvelles structures productives.

Une croissance limitée par la dominante financière

Mis à part la faible élévation de la productivité de la main d'œuvre, une autre limite de la croissance brésilienne doit être recherchée dans le modèle à dominante financière, approfondie depuis les années 1990, qui restreint les investissements productifs. Dans une économie financiarisée, l'augmentation du taux d'investissement productif peut s'avérer insuffisante, et ce malgré l'accroissement des profits, du seul fait qu'il existe un régime rentier qui détourne une partie importante de l'épargne créée par les ménages et les entreprises, laquelle reste « encapsulée » dans le circuit monétaire-financier. Malgré l'augmentation de leur part dans le produit national, les profits ne sont pas utilisés pour relever le taux d'investissement, comme l'indique la faible propension à les réinvestir dans la sphère productive. À la longue, ce fardeau financier finit par restreindre l'expansion du capital productif, et la croissance elle-même. Cela expliquerait pourquoi, malgré les efforts du gouvernement pour stimuler les investissements privés, non seulement les taux d'investissements n'avancent pas au rythme souhaité, mais aussi la part de l'industrie de transformation dans la valeur ajoutée diminue progressivement. En clair, le Brésil ne serait pas confronté à un problème de consommation exacerbée, mais de financiarisation qui inhiberait l'investissement productif.

Conclusion

Plus que du côté de la demande, c'est, nous semble-t-il, plutôt du côté de la faible productivité du travail et du côté des taux insuffisants d'investissement productif (inhibé par la financiarisation) qu'il faut regarder pour trouver les causes du blocage du modèle brésilien de croissance avec répartition. Étant donné le lourd passif social hérité du passé (et qui a produit une masse considérable de travailleurs non-fonctionnels) et le régime de croissance à dominante financière, l'équation semble difficile à résoudre. Malgré les mesures incitatives dont bénéficie le secteur industriel, il est clair qu'une partie substantielle des profits et de l'épargne reste emprisonnée dans le secteur financier. Dans ce contexte, un plus grand engagement de l'État pour stimuler l'investissement privé, un changement du profil de la dette publique (notamment par la réduction des taux d'intérêt réels) et des investissements massifs dans l'éducation (pour changer structurellement le profil de la main d'œuvre) et dans les infrastructures, apparaissent comme des conditions *sine qua non* si l'on veut augmenter les taux d'investissement et de productivité dans les années à venir et garantir ainsi la pérennité du modèle brésilien de croissance avec répartition.